NOTES
DE L'IFRI



DÉCEMBRE
2025

La politique russe de recrutement de combattants et d'ouvrières en Afrique subsaharienne

Centre Afrique subsaharienne

Thierry VIRCOULON

Moussa BOBBO

Centre Russie/Eurasie

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une fondation reconnue d'utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n'est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-1142-9

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : soldat de l'armée russe en uniforme de camouflage avec une mitrailleuse
© Alex Vog/Shutterstock

Comment citer cette publication :
Thierry Vircoulon et Moussa Bobbo, « La politique russe de recrutement de combattants et d'ouvrières en Afrique subsaharienne », *Notes de l'Ifri*, Ifri, décembre 2025.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Résumé

Cette étude sur la politique de recrutement russe en Afrique subsaharienne met en lumière les éléments suivants :

- La Russie mène une campagne de recrutement de main-d'œuvre féminine et de combattants non professionnels en Afrique subsaharienne pour soutenir son effort de guerre.
- Cette campagne est orchestrée par des réseaux russo-africains et est particulièrement attractive pour une jeunesse urbaine pauvre qui conçoit l'émigration économique comme une solution pour une vie meilleure et comprend que l'Europe est une destination de plus en plus inaccessible.
- Majoritairement animées par une motivation économique, les personnes recrutées sont souvent trompées par des offres de formation et d'emploi mensongères.
- Ces recrutements abusifs et trompeurs s'apparentent à une forme de trafic d'êtres humains dont la conséquence la plus tragique est l'envoi sur le front de mercenaires amateurs comme « chair à canon ». Pour certains, cette aventure migratoire dans une guerre étrangère est un aller sans retour et, pour beaucoup, la guerre est un piège qui se referme sur eux.
- Les gouvernements africains commencent désormais à réagir contre cette politique de recrutement abusif. Si la plupart des gouvernements ont oscillé entre indifférence et évitement du problème, depuis cet automne des enquêtes ont été déclenchées dans plusieurs pays et les gouvernements kényan et sud-africain ont réclamé à Moscou le rapatriement de leurs concitoyens servant dans l'armée russe. D'autres gouvernements africains les suivront certainement, ce qui va exposer davantage la politique de recrutement russe.

Abstract

This study on Russian recruitment policy in sub-Saharan Africa highlights the following elements:

- Russia is conducting a recruitment campaign for female labor and non-professional combatants in sub-Saharan Africa to support its war effort;
- This campaign is orchestrated by Russo-African networks and is particularly attractive to impoverished urban youth who view economic migration as a solution for a better life and understand that Europe is an increasingly inaccessible destination;
- Primarily driven by economic motivation, the recruited individuals are often deceived by false training and employment offers;
- These abusive and deceptive recruitments are akin to a form of human trafficking, the most tragic consequence of which is sending amateur mercenaries to the front as “cannon fodder”. For some, this migratory adventure in a foreign war is a one-way journey and, for many, the war is a trap that closes in on them;
- African governments are now beginning to react against this abusive recruitment policy. While most governments have oscillated between indifference and avoidance of the problem, since this fall investigations have been launched in several countries and the Kenyan and South African governments have requested that Moscow repatriate their citizens serving in the Russian army. Other African governments will have to follow their example, which will further expose Russian recruitment policy.

Sommaire

INTRODUCTION 5

LE RECRUTEMENT : OFFRES, RECRUTEURS ET RECRUTÉS 7

Les offres 7

Les recruteurs et leurs intermédiaires 9

Les recrutés et leurs motivations 13

LE DEVENIR DES AFRICAINS EN RUSSIE 17

Un aller sans retour pour les combattants ? 17

Des promesses déçues 20

LES AUTORITÉS AFRICAINES FACE AU RECRUTEMENT RUSSE 22

CONCLUSION 25

Introduction

La guerre russo-ukrainienne, déclenchée le 24 février 2022, s'est rapidement internationalisée. La Russie et l'Ukraine se sont très vite efforcées de mobiliser leurs alliés afin d'obtenir un soutien politique et diplomatique, ainsi que des ressources militaires et économiques. Mais les deux belligérants ont aussi cherché à recruter des étrangers à titre privé pour soutenir leurs efforts de guerre respectifs. Du côté de l'Ukraine, des combattants étrangers ont, dès le début du conflit, choisi de rejoindre ses forces armées de leur propre initiative, ce qui a conduit à la formation d'une Légion internationale de défense de l'Ukraine[1]. Du côté de la Russie, les autorités ont mis en œuvre une véritable politique de recrutement visant deux catégories d'étrangers : des travailleuses pour l'industrie d'armement d'une part, et des combattants pour le front d'autre part. Si l'Ukraine accueille des combattants étrangers volontaires, la Russie, quant à elle, prospecte à l'étranger en quête de main-d'œuvre et de combattants. Le recrutement d'ouvrières s'effectue par des voies officielles, tandis que celui de combattants étrangers est, en revanche, secret et illégal.

Cette politique est globale et s'étend de l'Amérique latine à l'Extrême-Orient[2]. L'Afrique subsaharienne, dans ce panorama, présente un intérêt particulier car elle constitue un vivier de recrutement vaste et facilement accessible, en raison de taux de pauvreté élevés dans la plupart des pays de la zone conjugués à un important désir d'émigration[3]. Les estimations chiffrées du recrutement d'étrangers, surtout en période de guerre, doivent être prises avec beaucoup de précaution. Les autorités ukrainiennes affirmaient en novembre 2025 qu'elles avaient identifié plus de 1 400 combattants africains du côté russe, originaires de 36 pays différents[4]. Un officiel ukrainien, lors de l'événement Crimea Global en octobre 2025,

1. « Comment rejoindre les Légions internationales pour la défense de l'Ukraine », Légion internationale de défense de l'Ukraine, disponible sur : https://ildu.mil.gov.ua ; S. Sele, « Why Colombian Mercenaries are Fighting in Ukraine », NZZ, 8 juillet 2025, disponible sur : www.nzz.ch.
2. Z. Aucaigne, « Guerre en Ukraine : comment des combattants étrangers viennent gonfler les rangs de l'armée russe, parfois malgré eux », *France Info*, 27 novembre 2024, disponible sur : www.franceinfo.fr. Pour une évaluation chiffrée des combattants étrangers dans les forces russes, lire : M. Kalinin, « Lost in Translation: How African Migrants are Tricked and Threatened into Russian Military Service », *The Insider*, 7 novembre 2024, disponible sur : https://theins.ru.
3. Actuellement, 60 % de l'ensemble des personnes extrêmement pauvres dans le monde vivent en Afrique subsaharienne alors que, dans les années 1980, l'Asie de l'Est et du Pacifique était la région la plus concernée. « L'extrême pauvreté dans le monde ne recule plus », Observatoire des inégalités, 13 mai 2025, disponible sur : www.inegalites.fr.
4. « L'Ukraine dénonce l'enrôlement par la Russie de plus de 1 000 soldats africains », Africa News/Associated Press, 10 novembre 2025.

affirmait qu'il y avait 18 000 combattants étrangers dans les rangs russes[5]. En septembre 2022, un étudiant zambien fut le premier combattant étranger officiellement tué dans les rangs du groupe Wagner sur le front russo-ukrainien[6].

Cette note explore la politique de recrutement d'Africains par la Russie dans le cadre de sa guerre en Ukraine, en analysant ses filières ainsi que les profils et motivations des personnes recrutées, leur trajectoire jusqu'en Russie, leur traitement et leur sort dans cette guerre.

Cette enquête s'appuie sur des données collectées en sources ouvertes (médias, réseaux sociaux, rapports publics, etc.) et sur des entretiens anonymisés menés auprès de personnes vivant actuellement en Afrique, en Ukraine et en Russie. Les seules personnes clairement identifiées dans cette étude ont une présence publique sur les réseaux sociaux ou dans les médias. Les auteurs tiennent à remercier tous leurs interlocuteurs et à saluer le courage de certains qui se reconnaîtront.

5. E. Chaze, « Guerre en Ukraine : près de 18 000 étrangers enrôlés de gré ou de force dans l'armée russe », RFI, 18 novembre 2025.
6. « Zambian Student Lemekhani Nyirenda Killed in Russia-Ukraine Conflict », Newzroom Afrika, 23 mars 2023.

Le recrutement : offres, recruteurs et recrutés

La politique de recrutement de la Russie en Afrique subsaharienne vise à fournir de la main-d'œuvre féminine à l'industrie d'armement et des combattants à l'armée russe, même s'ils n'ont aucune expérience militaire. Cette politique est très attractive : le niveau de compétence requis est faible et l'offre salariale élevée au regard des standards des pays de départ. Par ailleurs, cette politique de recrutement exploite la demande d'émigration économique de la population africaine jeune et urbaine, mais aussi du personnel des bas échelons de l'administration et de l'armée. La motivation des candidats africains à l'émigration en Russie est donc essentiellement économique et sociale, et non pas politique ou idéologique.

Les offres

Pour les combattants

Au début du conflit, les autorités russes ont enrôlé des Africains présents en Russie en recourant à divers stratagèmes (menaces et mensonges à l'égard d'Africains étudiant ou travaillant en Russie[7], emprisonnés pour divers délits[8] ou encore faisant du tourisme[9]). En 2025, elles ont élargi par deux fois la possibilité pour les étrangers vivant en Russie, ou ceux qui souhaitent s'y installer, de s'engager dans l'armée russe. Le 7 juillet 2025, le président russe a en effet signé un « décret autorisant des ressortissants étrangers à servir dans l'armée russe non seulement pendant l'état d'urgence ou la loi martiale, mais aussi pendant la période de mobilisation[10] ». Puis, le 5 novembre, il a signé l'Oukase n° 821 qui stipule que « tout homme étranger âgé de 18 à 65 ans devra s'engager dans l'armée pour espérer obtenir un permis de séjour

7. Des Africains travaillant ou étudiant en Russie et en situation parfois illégale ont été recrutés dans l'armée russe. D. Glez, « Russie-Ukraine : ces étudiants africains pris au piège de la guerre », *Jeune Afrique*, 25 avril 2025, disponible sur : www.jeuneafrique.com. Voir les liens Facebook suivants (consultés en septembre 2025) : https://web.facebook.com, www.facebook.com et www.facebook.com ; « POWs Reveal Why They Fought for Russia and What They Regret », *Kyiv Post*, 2 septembre 2025.

8. Au début du conflit, des détenus africains ont été libérés en échange de leur engagement dans les forces russes, notamment dans le Groupe Wagner : A. Lasteck, M. Hussein et A. Soy, « Tanzanian Killed in Ukraine: We Told Him Not to Go », BBC, 20 janvier 2023, disponible sur : www.bbc.com.

9. « Guerre en Ukraine. Un athlète kényan raconte avoir été enrôlé de force par les Russes », *Ouest-France*, 19 septembre 2025, disponible sur : www.ouest-france.fr.

10. « La Russie élargit son recrutement en autorisant des étrangers à servir dans l'armée », *Euronews*, 8 juillet 2025.

ou une naturalisation en Russie[11] ». Ces recrutements d'étrangers en Russie étant loin de suffire, Moscou a activé des réseaux de recrutement sur le continent africain.

En Afrique, les premiers recrutements furent effectués par le groupe Wagner dans les pays où il s'était établi depuis plusieurs années (Centrafrique, Mali, Burkina Faso). Mais le recrutement est désormais organisé et étendu à des pays africains qui n'accueillent pas de forces paramilitaires russes et qui ne se sont pas alignés diplomatiquement sur la Russie depuis le début du conflit (Botswana, Côte d'Ivoire, Ghana, Cameroun, Sierra Leone, Kenya, etc.). Ces recrutements de combattants prennent la forme d'offres d'emploi attractives, compte tenu des niveaux de rémunération en Afrique, et ne mentionnent pas toujours explicitement leur véritable objet. Ils recherchent des professionnels des armes (militaires et policiers) ainsi que des civils. Pour les candidats au mercenariat, comme en attestent certains témoignages, le package de recrutement peut comprendre[12] :

- un paiement initial d'environ 2 300 euros à la signature du contrat ;
- un salaire mensuel de 2 300 à 2 500 euros ;
- une assurance maladie ;
- l'obtention d'un passeport russe pour le candidat et pour sa famille proche.

Depuis le début du conflit, les règles d'obtention de la nationalité russe ont été allégées pour les étrangers signant un contrat avec le ministère de la Défense[13]. D'après certains témoignages, il est même promis aux recrutés qu'une fois la guerre terminée, ils seront récompensés et pourront vivre confortablement en Russie, c'est-à-dire être employés et logés par l'État russe[14].

Pour les travailleuses

De son côté, le programme « Alabuga Start » recrute des jeunes femmes pour travailler dans la zone économique spéciale (ZES) d'Alabuga, au Tatarstan, qui est l'un des principaux complexes militaro-industriels de production de drones destinés à l'armée russe[15]. Ce programme propose : « Un salaire allant

11. « En Russie, tout étranger doit désormais servir dans l'armée pour obtenir un permis de séjour », *Le Point*, 23 novembre 2025.
12. « African POWs on Fighting for Russia in Ukraine », *Kyiv Post*, 18 septembre 2024.
13. M. Bartosiewicz et P. Żochowski, « Putin's Foreign Legion. Foreigners Fighting in the War with Ukraine », Centre for Eastern Studies, 20 février 2024, disponible sur : www.osw.waw.pl.
14. Entretien téléphonique avec un mercenaire, mai 2025.
15. Sur la production de drones dans ce complexe militaro-industriel, lire : « Who is Making Russia's Drones, The Migrant Women Exploited for Russia's War Economy », Global Initiative against transnational organized crimes, mai 2025 disponible sur : https://globalinitiative.net ; D. Albright, I. Anokhin et S. Faragasso, « Update: Alabuga's Production Rate of Shahed 136 Drones », Institute for Science and International Security (ISIS), 26 septembre 2024, disponible sur : https://isis-online.org.

de 500 à 1 380 dollars, la possibilité d'évoluer dans la carrière et de développer les compétences professionnelles. Il couvre les billets d'avion aller-retour, ainsi que les frais de séjour et l'assurance médicale dans la ZES d'Alabuga. Un brevet confirmant les compétences professionnelles et un certificat de connaissance de la langue russe sont délivrés à la fin du programme.[16] »

La publicité sur le site d'Alabuga Start promet également une formation rémunérée et un contrat de travail après un mois seulement en Russie. La rapidité de la procédure est soulignée : en deux mois, les candidates pourront venir en Russie[17]. Sur son site, l'ambassade de Russie en Côte d'Ivoire stipule les conditions pour candidater à ce programme : « Les postulantes doivent satisfaire aux critères suivants : être âgées de 18 à 22 ans, posséder un baccalauréat de l'enseignement secondaire et ne pas avoir de contre-indications médicales. Actuellement, quatre secteurs d'emploi sont proposés aux candidates : service traiteur et restauration, hôtellerie (service et hospitalité), opérateur de production et atelier de transport automobile (conducteur).[18] » Le programme est d'autant plus attractif que le niveau d'exigence lors du recrutement est bas et que les salaires promis sont élevés en comparaison des standards africains. La sécurité ou/et la docilité sont peut-être les raisons qui expliquent un recrutement strictement féminin.

Les recruteurs et leurs intermédiaires

Pour les combattants

Du côté russe, les réseaux de recrutement pour l'armée s'appuient sur le groupe Wagner, les représentations diplomatiques ainsi que des entités commerciales et culturelles ; du côté africain, sur des intermédiaires individuels, des agences de travail à l'étranger et des organisations de jeunes et de femmes. Ces réseaux russo-africains de recrutement peuvent être considérés dans certains cas comme des réseaux de trafic d'êtres humains.

Des groupes armés africains proches du groupe Wagner en Centrafrique et au Burkina Faso ont été sollicités pour fournir des combattants sur le front russo-ukrainien. Dès 2023, les paramilitaires de Wagner, qui formaient alors des miliciens de l'Unité pour la paix en Centrafrique[19] ayant fait défection avec certains de leurs chefs (Hassan Bouba et le colonel Kiri), ont proposé à plusieurs d'entre eux, ainsi qu'à des militaires centrafricains, de partir

16. « Travailler en Russie », Ambassade de la Fédération de Russie en République de Côte d'Ivoire, disponible sur : https://cotedivoire.mid.ru.
17. Voir le site web du programme, disponible sur : https://startworld.alabuga.ru.
18. *Ibid.*
19. T. Vircoulon, « Écosystème des groupes armés en Centrafrique », *Notes de l'Ifri*, Ifri, avril 2020.

combattre en Ukraine[20]. Au Burkina Faso, plusieurs centaines de Volontaires pour la défense de la patrie[21], des supplétifs de l'armée organisés par le pouvoir pour lutter contre les groupes djihadistes, ont également été recrutés[22]. Le groupe Wagner formant dans ses pays de déploiement des militaires et des miliciens locaux, il dispose des contacts nécessaires pour recruter des combattants africains.

Dans les pays où le groupe Wagner n'est pas présent, le recrutement est plus informel. Ainsi, au Cameroun, c'est à travers un Camerounais établi à Moscou (Claude alias Youri), en lien avec des agences de voyages locales, que des mercenaires ont été enrôlés. Ce dernier collabore avec des agences camerounaises spécialisées dans la prise en charge complète de séjours à l'étranger (visa, achat de billets et hébergement sur place) et appâte des Camerounais en leur vantant les avantages offerts aux combattants étrangers. À Yaoundé et Douala, des agences de voyages et des intermédiaires vantent les opportunités de travail en Russie. En septembre, l'arrestation d'une vingtaine de Kenyans sur le point de s'y rendre a mis en évidence le même type d'organisation, reposant également sur des intermédiaires individuels et des compagnies de voyage[23]. Au mois de novembre 2025, en Afrique du Sud, des médias ont révélé que l'une des filles de l'ex-président Jacob Zuma, Duduzile Zuma-Sambudla, par ailleurs députée du parti de son père, était mêlée au recrutement de dix-sept Sud-Africains âgés de 20 à 39 ans par l'armée russe[24] (voir ci-dessous).

Pour les travailleuses

À l'inverse du recrutement de mercenaires, généralement discret, celui destiné à la ZES d'Alabuga est mené publiquement, *via* des canaux de coopération interétatique et des relations entre acteurs privés[25]. Des diplomates africains en poste à Moscou (Nigeria, Burkina Faso, Kenya, Angola, etc.) ont été invités à visiter la ZES[26] et, en parallèle, des recruteurs russes se sont rendus en Afrique. Ils ont prospecté dans plusieurs pays africains (Botswana, Afrique du Sud, Bénin, Centrafrique, République démocratique du Congo en juillet 2025, etc.)[27] et participé à des rencontres dans des établissements d'enseignement supérieur afin d'attirer des jeunes

20. Entretien téléphonique avec un chercheur, juin 2025. « Sur le front ukrainien, le soldat centrafricain Derrick Agoma enrôlé clandestinement par Loïc Ouangapou retrouvé mort en Russie », Corbeau News, 22 octobre 2025, disponible sur : https://corbeaunews-centrafrique.org.
21. « Burkina Faso : armer les civils au prix de la cohésion sociale ? », International Crisis Group, 15 décembre 2023.
22. Entretien téléphonique avec un activiste burkinabé, juin 2025.
23. W. Muia, « Police Break Up Ring Trafficking Kenyans to Fight for Russia in Ukraine », BBC, 27 septembre 2025, disponible sur : www.bbc.com.
24. « Zuma's Daughter Linked to Recruiting Africans for Russia War », Bloomberg, 19 novembre 2025.
25. Voir le site web du programme, disponible sur : https://startworld.alabuga.ru.
26. « Who is Making Russia's Drones? The Migrant Women Exploited for Russia's War Economy », *op. cit.*
27. « Opportunités professionnelles pour les citoyens de RCA : le programme Alabuga Start », Ambassade de la Fédération de Russie en Côte d'Ivoire, disponible sur : https://rca.mid.ru. Disponible sur le site web du programme : https://startworld.alabuga.ru.

candidates. Par ailleurs, la publicité pour ce programme est largement diffusée sur les réseaux sociaux[28], dans les médias africains[29] ainsi que sur les sites web de plusieurs ministères africains de l'Éducation et d'ambassades de Russie en Afrique. Les ministères de l'Éducation du Nigeria, de l'Ouganda et de la Côte d'Ivoire font référence au programme Alabuga Start, tandis que l'ambassade de Russie en Côte d'Ivoire mentionne cette opportunité de formation sur son site web et encourage les jeunes ivoiriennes à candidater en ligne[30]. En mars 2025, en Centrafrique, la Maison russe, un établissement de « coopération culturelle et économique » dirigé par le représentant local du groupe Wagner, a organisé un test de sélection pour le programme[31].

Sur le continent africain, les recruteurs d'Alabuga Start ont comme points d'entrée des organismes d'enseignement et des associations de la société civile, dont certaines ont pour vocation le renforcement des relations avec la Russie. Ainsi, l'association Les Amis de la Russie à Madagascar se présente comme « le seul représentant officiel et exclusif accrédité par la ZES d'Alabuga pour Madagascar[32] ». Des sessions de recrutement ont été organisées dans des établissements d'enseignement en Ouganda, au Burkina Faso, etc. En Afrique du Sud, des organisations de femmes et de jeunes participant aux réunions des BRICS+ relaient des offres d'emploi du programme Alabuga Start et d'autres compagnies russes[33]. En mai 2025, la femme d'affaires et représentante sud-africaine des BRICS Women's Business Alliance, Lebogang Zulu, a signé un accord pour fournir 5 600 travailleuses à Alabuga et à la société de construction Etalonstroi Ural[34]. Dans sa réponse à l'article de Bloomberg révélant cet accord, elle le confirme et le présente comme une solution au problème du chômage des jeunes en Afrique du Sud[35]. Les Africains servant d'intermédiaires pour le programme Alabuga Start sont généralement des

28. Un exemple sur Instagram : www.instagram.com.
29. Quelques exemples d'articles promotionnels dans les médias online éthiopiens, ougandais, maliens, centrafricains, sénégalais, malgaches et camerounais : « "I Developed a Lot of Skills: leadership, Time Management": Alabuga Start Participant Talks about her Experience of Working in Russia », Capital News, 26 juin 2025 ; « Programme professionnel Alabuga Start pour les citoyens de la RCA et organisation de l'Olympiade sur les fondamentaux de l'entrepreneuriat et des connaissances financières », *Le Potentiel centrafricain*, 2 avril 2025 ; « Publireportage/Carrière sans frontières : le programme Alabuga Start est un ticket pour le meilleur avenir ? », Adakar, 26 juillet 2024 ; « Des jeunes filles d'Afrique se voient offrir un emploi et un déménagement gratuit en Russie, Que dois-je savoir sur le programme ? », Agence Malagasy Presse, 17 février 2025 ; F. Mouano, « Carrière sans frontières : le programme Alabuga Start est un ticket pour le meilleur avenir ? », *Journal du Mali*, 17 novembre 2025 ; « Carrière sans frontières : le programme Alabuga Start est un ticket pour le meilleur avenir ? », Cameroon CEO, 22 août 2024.
30. « Travailler en Russie », Ambassade de la Fédération de Russie en République de Côte d'Ivoire, *op. cit.*
31. « Centrafrique : le programme "Alabuga Start" organise une Olympiade sur les fondamentaux de l'entrepreneuriat et des connaissances financières », Oubangui médias, 2 avril 2025.
32. Disponible sur : https://amisrussemadagascar.org.
33. Entretien téléphonique avec un journaliste, Afrique du Sud, août 2025.
34. A. Sguazzin, L. Prinsloo et M. Ralengau, « Russia's Push to Recruit South African Women Triggers Probe », Bloomberg, 22 août 2025, disponible sur : www.bloomberg.com.
35. Post Linkedin de Lebogang Zulu, consulté le 1er novembre 2025.

personnes impliquées à la fois dans le business, les organisations de femmes et de jeunes, l'enseignement, voire la politique. Ils justifient leur promotion des offres de formation et d'emploi en Russie par leur désir de réduire le chômage des jeunes dans leur pays.

Quelques profils d'intermédiaires africains pour le programme Alabuga Start

Cameroun
Michel Guy France Awana Ateba, dirigeant d'entreprise partenaire local de la société russe Yango, fait la publicité du programme sur les réseaux sociaux[36]. En mai 2025, il relatait l'arrivée d'une vingtaine de Camerounaises à Alabuga[37].

Ouganda
Edson Rugumayo, jeune député du parti au pouvoir et ancien secrétaire pour les Relations extérieures du Conseil national de la Jeunesse, fait la publicité du programme, a été invité plusieurs fois en Russie pour des événements officiels et s'est rendu notamment dans la ZES d'Alabuga[38].

Botswana
Pelinah Gorata Pinaemang, jeune femme cheffe d'entreprise, figure des organisations de jeunesse et participante au Festival mondial de la jeunesse en Russie, œuvre au développement des relations entre le Botswana et la Russie. Elle a fait la promotion du programme dans une émission de la télévision botswanaise[39].

36. Post LinkedIn de Michel Guy France Awana Ateba.
37. Publication Facebook d'Enangue Holding, 20 mai 2025.
38. L. Sithe, « 60 Ugandan Females aged between 18 and 22 have been Recruited to Work in Russia, under the Alabuga Start Program », Muwado, 21 novembre 2024, disponible sur : https://muwado.com.
39. « HE Pelinah Gorata Pinaemang at BTV talking about the #Alabuga economic zone », Jujuvine, Facebook, consulté en septembre 2025.

Image n° 1 : publicité pour le programme circulant sur les réseaux sociaux en Côte d'Ivoire



Source : Envoi de la capture d'écran par un chercheur résidant en Côte d'Ivoire.

Les recrutés et leurs motivations

Pour les travailleuses

Comme le programme Alabuga Start vise spécifiquement le recrutement de jeunes femmes sortant du secondaire ou ayant un niveau d'études supérieures peu avancé, ces femmes sont des étudiantes non qualifiées et généralement issues de zones urbaines. Dans un contexte où les études supérieures coûtent de plus en plus cher, elles recherchent une formation rémunérée qui leur assure un avenir meilleur.

Pour les combattants

Dénommés parfois par les médias les « Wagner Noirs[40] », les combattants africains sont tous des hommes issus de milieux urbains modestes. Les entretiens que nous avons réalisés et les investigations médiatiques à travers le continent mettent en évidence des profils similaires d'un pays africain à un autre. Parmi eux, les professionnels des armes (militaires) ne représentent

40. En référence au groupe paramilitaire Wagner créé par Evgueni Prigojine et Dmitri Outkine.

qu'une petite minorité. La majorité des engagés dans l'armée russe sont des civils qui se muent en mercenaires amateurs. Au Cameroun, ils viennent, pour l'essentiel, des villes de Yaoundé, de Douala et de Bafoussam[41].

Ils ne sont pas tous des chômeurs ou des travailleurs du secteur informel, on trouve parmi eux également des étudiants, des agents de la fonction publique, des militaires, etc. Certains tentent leur chance en Russie faute d'opportunités dans leur pays et parce que la voie européenne de l'émigration est devenue plus difficile, comme le montre l'extrait suivant :

> « Je suis l'aîné d'une famille monoparentale de 6 enfants. Ma mère s'est battue pour nous payer les études en vendant des vivres frais au marché central de Yaoundé. Depuis 2013, date à laquelle j'ai obtenu le baccalauréat, jusqu'en 2019, année de l'obtention de mon master, j'ai tenté des concours, en vain. Las de me voir errer au quartier à ne rien faire, ma maman a dû s'endetter dans les tontines en 2021 pour que je parte en Italie mais j'ai dû être rapatrié. Depuis mon retour, je ne fais rien de concret, juste de petits jobs par-ci par-là et la dette contractée par ma maman n'est pas totalement soldée à cette date. Dès que j'ai appris cette information liée au recrutement en Russie, je n'ai pas réfléchi, je me suis dit qu'au regard du salaire et des autres avantages qu'on propose, je pourrais enfin aider ma famille à sortir de cette misère. C'est vrai qu'on ne m'avait pas clairement expliqué que je devais aller combattre au front, on m'avait tout simplement dit que je pouvais servir de vigile ou alors cuisinier dans les camps militaires, je ne devais pas aller au front.[42] »

Il faut noter que des soldats et des sous-officiers ont déserté leur armée pour partir en Russie – un problème bien identifié mais non reconnu officiellement par les autorités camerounaises[43]. Ces déserteurs sont estimés à environ 150[44]. Pour eux, « mieux vaut aller mourir en Russie en gagnant des millions que de mourir pour rien au Cameroun[45] ». Partir combattre sur le front russo-ukrainien constitue, en théorie, une opportunité leur permettant de multiplier leur salaire entre dix et vingt fois[46].

41. Entretien téléphonique avec un intermédiaire, Cameroun, mai 2025.
42. Entretien téléphonique avec un mercenaire, mai 2025.
43. Voir le chapitre 2.
44. Entretien téléphonique avec un mercenaire, mai 2025.
45. *Ibid.*
46. R. S. Tayo, « Grave Risks for Cameroon as Soldiers Desert to Fight in Ukraine », Institute for Security Studies, 2 avril 2025, disponible sur : https://issafrica.org.

Image n° 2 : militaires camerounais dans l'armée russe



Source : capture d'écran de la page Facebook de N'Zui Manto, lanceur d'alerte camerounais.

Par ailleurs, des informations font état du départ d'enseignants du secondaire, une autre catégorie de fonctionnaires mal payés au Cameroun, vers le front russo-ukrainien. Dans un des forums Facebook dénommé « Collectif des enseignants du Cameroun : ON A TROP SUPPORTÉ (CECA-OTS) », on peut lire cette requête : « Svp les grands profs. On fait comment pour s'enrôler dans l'armée russe ? Je suis enseignant fonctionnaire A1 dans la région de l'ouest. Je veux aussi tenter ma chance.[47] » Les commentaires d'enseignants qui suivent son message font écho à sa demande. En effet, les offres de mercenariat sont bien plus attractives que les 250 000 FCFA (380 euros) qui représentent le salaire moyen d'un enseignant camerounais[48].

Si les travailleuses du programme Alabuga Start et les mercenaires amateurs ont des motivations économiques, une minorité de combattants camerounais sur le front russo-ukrainien s'est engagée par goût de l'aventure guerrière. Ainsi, un mercenaire interviewé qui avait tenté vainement de se faire recruter dans l'armée au Cameroun a vu une opportunité de réaliser son rêve :

> « Je suis physiquement apte et j'ai eu à faire le recrutement militaire plus de 5 fois au Cameroun, je n'ai toujours pas compris la raison pour laquelle on m'a toujours recalé. [...] En juin 2023, un ami m'a soufflé l'information selon laquelle la Russie engage des mercenaires pour combattre en Ukraine. Dès que j'ai entendu cette information, je n'ai

47. Compte Facebook du Collectif des enseignants du Cameroun.
48. LMZ, « Analyse des salaires des fonctionnaires toutes catégories au Cameroun : entre justice sociale et disparités », Le bled parle, 18 septembre 2024, disponible sur : www.lebledparle.com.

pas hésité un seul instant. Je me suis dit qu'en plus du gain financier, c'est enfin l'opportunité pour moi de porter l'arme et la tenue.[49] »

Enfin, une minorité de mercenaires justifie son engagement par des raisons politiques et idéologiques. Ils adhèrent complètement à la rhétorique russe qui dénonce l'ingérence et la domination de « l'Occident » en Afrique, met en avant le soutien de la Russie à l'émancipation du continent et prône les valeurs du conservatisme moral. En s'engageant sur le front, ils prennent part à la guerre entre la Russie et « l'Occident » et contribuent sous des cieux européens à la lutte contre la domination occidentale en Afrique[50].

49. Entretien téléphonique avec un mercenaire, mai 2025.
50. Entretiens téléphoniques avec un intermédiaire et un mercenaire, mai 2025.

Le devenir des Africains en Russie

Les Africains qui partent en Russie prennent de grands risques, mais seule une minorité le fait en connaissance de cause. Non seulement les mirobolants avantages promis ne sont pas toujours accordés, mais l'objet même du contrat est trompeur : les jeunes femmes ignorent qu'elles vont travailler dans le secteur de la défense et de nombreux jeunes hommes ne savent pas qu'ils vont se retrouver en première ligne sur le front. Malgré les disparitions, des plaintes de familles et la médiatisation croissante de ce problème, les gouvernements, à quelques exceptions près, n'ont pas encore véritablement pris de mesures pour prévenir ces recrutements abusifs dont la conclusion a été fatale pour quelques centaines d'Africains[51].

Un aller sans retour pour les combattants ?

Les mercenaires africains désirant partir en Russie doivent au préalable préfinancer leur voyage et effectuer une série de démarches coûteuses. Ils doivent obtenir un passeport qui coûte 110 000 FCFA (environ 120 euros) au Cameroun et négocier les frais de voyage avec les agences de voyages qui leur ont été désignées par les intermédiaires. Une fois ces frais acquittés, il leur est demandé de déposer leur passeport à l'agence qui se charge des formalités et des rendez-vous avec l'ambassade russe. L'entretien à l'ambassade ne dure que quelques minutes et le visa touristique leur est rapidement délivré sur place. En plus du visa, ils obtiennent un document rédigé en russe qu'ils devront présenter à leur arrivée dans le pays[52]. Ils se rendent en Russie *via* Istanbul, Dubaï ou Addis-Abeba puis arrivent à l'aéroport de Moscou ou celui de Platov, dans la région de Rostov. Les recrutements pour la Russie révèlent une chaîne de corruption qui implique les agences de voyages, leurs intermédiaires ainsi que la police des frontières, comme l'indique le témoignage suivant :

> « Notre frère est parti en Russie parce qu'il a été contacté par une de ses connaissances qui lui a fait savoir que la Russie recrute des jeunes pour servir de vigile, de cuisinier et autres dans les camps militaires. Quand il s'est rapproché de l'agence d'immigration en charge de faire voyager les potentiels candidats, il lui a été demandé de verser une somme de 2 millions de FCFA (environ 3 050 euros). Après

51. Entretiens téléphoniques avec des chercheurs et des journalistes, juin 2025.
52. Entretien avec un intermédiaire, mai 2025.

> négociations, ils ont convenu qu'il paie 1 million (environ 1 500 euros) cash et, à son arrivée en Russie, il versera le reste, une fois qu'il aura commencé à percevoir son salaire. Nous avons donc, au sein de la famille, cotisé de l'argent pour lui, pour payer cette somme et son billet d'avion. Après des formalités administratives d'obtention du visa, ils ont embarqué à partir de l'aéroport avec deux amis qui partaient aussi en Russie. Seulement, ils ont été retenus à l'aéroport par la police des frontières qui leur a posé plusieurs questions et a attiré leur attention sur la guerre en cours en Russie, qui recrute justement des mercenaires en Afrique. Ils ont été retenus parce que la police a exigé qu'ils montrent l'argent qu'ils avaient sur eux pour aller faire du tourisme en Russie. Ils ont fait appel à la responsable de l'agence d'immigration qui s'est occupée des procédures de leur voyage. Elle est donc venue personnellement leur remettre 1 million de FCFA en cash et une autre dame a appelé sur le téléphone de l'un d'eux et a demandé à parler à un des policiers. À la fin de leur conversation, ils ont donné de l'argent au policier qui les a laissés passer. [...] il se pourrait que la Russie finance les voyages des candidats et qu'en principe, ceux-ci n'ont pas à débourser de l'argent, mais les intermédiaires confisquent cet argent et font payer encore les candidats au départ à hauteur de 3 millions de FCFA (environ 4 500 euros), si on additionne l'argent versé aux agences d'immigration, le billet d'avion et les frais du visa.[53] »

Lors des formalités d'entrée en Russie (prise des empreintes et photographies), les voyageurs africains présentent le document qui leur a été remis à l'ambassade. Ils sont alors récupérés par des militaires russes, accompagnés d'interprètes, et signent leurs contrats d'engagement en russe d'une durée de 9 à 12 mois, sans en comprendre la teneur. Leurs passeports leur sont systématiquement retirés et leurs téléphones soigneusement inspectés. Dès le lendemain, ils sont envoyés en formation de tir pour une période de 10 à 15 jours, aidés par des interprètes qui parlent français ou anglais. Ensuite, ils sont affectés à des unités déployées sur le théâtre d'opérations[54] et incorporés dans des bataillons d'étrangers sous commandement russe, notamment dans des unités d'infanterie ou de soutien logistique. Ils sont envoyés en première ligne, au contact direct avec l'ennemi, et en deuxième ligne, au sein des bataillons de ravitaillement. Ils ont comme missions, en plus du combat en première ligne, des travaux de terrassement et de fortification, la garde et la sécurisation des territoires occupés et la construction des tranchées[55]. Au front, ils sont soumis à des

53. Entretien avec la famille d'une victime, mai 2025.
54. Entretien téléphonique avec un mercenaire, mai 2025. « African POWs on Fighting for Russia in Ukraine », *op. cit.* ;« A Kenyan Man Tricked into War: How Ruben Was Taken to Russia in the Name of Work », TV47 Kenya, 28 octobre 2025, disponible sur : www.youtube.com.
55. Entretien téléphonique avec un mercenaire, mai 2025.

conditions de combat extrêmement difficiles : manque de nourriture, mauvais traitements, absence de permissions, absence de soutien médical et exposition constante à l'artillerie, aux mines et aux drones ukrainiens. Ils servent parfois d'« appâts humains » pour détecter les positions ennemies[56]. Ils ont été déployés dans des zones de combat de haute intensité comme Bakhmout, Zaporijia, Donetsk, où les pertes étaient très élevées :

> « Nous sommes envoyés en première ligne dans des zones d'intenses combats ou des localités occupées par la Russie que nous devons tenir. Dans ces bataillons, les mercenaires étrangers sont plus nombreux. Les Russes qui sont avec nous sont généralement des prisonniers ou des drogués qui n'ont rien à voir avec l'armée russe. Ce sont des gars qui ont été extirpés des prisons ou des centres de détention pour personnes droguées, qui ont reçu de brèves formations militaires et ont été largués sur les théâtres au même titre que nous.[57] »

Environ 50 Burkinabés et 150 Camerounais auraient été tués au combat (soit 30 % des Camerounais qui auraient rejoint l'armée russe)[58]. Seules quelques familles au Burkina Faso semblent avoir reçu une compensation financière après la mort de leurs jeunes[59]. Au Cameroun, au Sénégal, en Centrafrique, au Kenya et au Ghana, des familles de combattants morts sur le front russo-ukrainien se plaignent de n'avoir reçu aucune information officielle et aucune indemnisation pour la mort de leurs proches[60].

Pour ceux qui ne meurent pas au front, les seules échappatoires sont la fuite vers les lignes ukrainiennes[61] ou la blessure volontaire pour être évacué à l'arrière. À ce sujet, un militaire camerounais ayant combattu et qui a réussi à s'échapper de Russie a déclaré :

> « Je suis arrivé en Russie en juin 2024, après qu'un ami m'a parlé du réseau de recrutement des mercenaires par la Russie. Après les formalités administratives, j'ai rejoint la Russie via l'aéroport de Douala en transitant par Addis-Abeba par un vol de la compagnie Ethiopian Airlines. Une fois sur place, on a été largué sur le front avec d'autres mercenaires venus de la R.C.A, du Soudan, du Burkina, du Népal, de la Côte d'Ivoire, du Mali, etc. Les conditions de combat sur le terrain étaient si difficiles que je me suis résolu à me tirer une balle sur le bras pour pouvoir sortir de cet enfer. Une fois que j'ai réussi à

56. Entretiens téléphoniques avec des chercheurs, juin 2025.
57. Entretien téléphonique avec un mercenaire, mai 2025.
58. Entretiens téléphoniques avec un activiste burkinabé et avec un mercenaire, mai et juin 2025.
59. Entretien téléphonique avec un activiste burkinabé, juin 2025.
60. « Les tirailleurs de Poutine : enquête sur ces Africains dans les rangs de l'armée russe en Ukraine », France 24, 13 juin 2025, disponible sur : www.youtube.com ; « Soldats FACA tués en Ukraine : le cri de détresse des familles face au silence russe », 9 décembre 2024, disponible sur : https://cnc-app-lyart.vercel.app ; « Kenyans Take Lucrative VISA & End Up in a Military Camp in Russia », Citizen Tv Kenya, 11 octobre 2025, disponible sur : www.youtube.com.
61. « Guerre en Ukraine. Un athlète kényan raconte avoir été enrôlé de force par les Russes », *op. cit.*

tirer sur mon bras gauche, on m'a évacué vers Moscou parce qu'il n'y avait aucun hôpital pour s'occuper de moi dans les alentours du théâtre des opérations. Après une semaine de soins, j'ai réussi à m'enfuir en commandant le taxi qui m'a amené à l'ambassade du Cameroun en Russie. Sur place, je leur ai présenté la situation et l'enfer que vivent nos compatriotes. On s'est juste contenté de me loger et, après quelques jours, on a pris des dispositions pour me faire rentrer au Cameroun.[62] »

Image n° 3 : Camerounais tués sur le front



Source : Capture d'écran de la page Facebook de N'Zui Manto, lanceur d'alerte camerounais.

Des promesses déçues

Pour les travailleuses

Officiellement recrutées pour suivre une formation professionnelle dans des secteurs civils (restauration, hôtellerie, automobile, etc.), les jeunes Africaines du programme Alabuga Start travaillent au montage de drones, donc pour l'industrie d'armement russe[63]. Elles ne semblent pas bénéficier de la formation professionnelle promise, et certaines se plaignent de longues

62. Entretien téléphonique avec un ancien mercenaire, mai 2025.
63. M. Olivier, « Quand la Russie recrute des Africaines pour assembler ses drones de guerre », *Jeune Afrique*, 11 octobre 2024, disponible sur : www.jeuneafrique.com ; « Les tirailleurs de Poutine : enquête sur ces Africains dans les rangs de l'armée russe en Ukraine », *op. cit.*

heures de travail et de salaires inférieurs à ceux annoncés[64]. Cet emploi dans des usines d'assemblage n'est pas sans risque pour leur vie. En 2024 et 2025, l'usine de fabrication de drones d'Alabuga a été visée par l'armée ukrainienne, faisant plusieurs victimes[65]. Les autorités russes nient en bloc toutes ces accusations[66].

Pour les combattants

Si certains confirment avoir signé un contrat pour combattre en toute connaissance de cause, d'autres au contraire expliquent avoir été trompés par des offres pour travailler dans le civil ou pour effectuer des tâches logistiques dans l'armée russe (cuisinier, mécanicien, infirmier, etc.)[67]. Quant aux salaires, ils sont généralement plus modestes que promis ou parfois non payés, ce qui laisse penser que des sommes sont détournées par les officiers russes à la tête de leurs unités. Ils ne peuvent plus revenir dans leur pays, leurs passeports ayant été confisqués[68].

64. L. Sithe, « 60 Ugandan Females Aged between 18 and 22 have been Recruited to Work in Russia, under the Alabuga Start Program. », *op. cit.* ; M. Schwikowski et K. Tiassou, « Alabuga, le rêve brisé de jeunes Africaines en Russie », DW, 18 juin 2024, disponible sur : www.dw.com.
65. L. Latypova, « Difficult to Keep Calm': Tatarstan Residents Shaken by Ukraine-Linked Drone Strikes », *The Moscow Times*, 2 avril 2024, disponible sur : www.themoscowtimes.com.
66. « Commentary of the Embassy on Alabuga SEZ », Embassy of the Russian Federation in the Republic of Kenya, disponible sur : https://russembkenya.mid.ru.
67. Entretien téléphonique avec un mercenaire, mai 2025. Plusieurs mercenaires togolais, somalis, kényans et sierraléonais affirment avoir été dupés : « Les tirailleurs de Poutine : enquête sur ces Africains dans les rangs de l'armée russe en Ukraine », *op. cit.* ; « A Kenyan Man Tricked into War: How Ruben Was Taken to Russia in the Name of Work », *op. cit.*
68. « Les tirailleurs de Poutine : enquête sur ces Africains dans les rangs de l'armée russe en Ukraine », *op. cit.*

Les autorités africaines face au recrutement russe

Qu'il s'agisse des jeunes femmes recrutées pour le complexe militaro-industriel d'Alabuga ou des mercenaires amateurs, les gouvernements africains n'ont jusqu'à présent pas officiellement dénoncé la politique de recrutement de la Russie dans le cadre de son effort de guerre. Ils sont pourtant informés de cette politique par les médias, les familles de combattants africains disparus et les administrations. Plusieurs ambassades africaines à Moscou ont exfiltré des concitoyens[69] et certaines familles ont porté plainte :

> « Arrivé en Russie, jusqu'à son engagement, notre frère nous donnait de ses nouvelles. Après 2 mois, son silence était devenu inquiétant pour nous. Nous avons donc cherché à entrer en contact avec un de ses amis avec qui il a voyagé, qui nous a fait part de sa disparition lors d'une opération en terre ukrainienne. Nous avons alors décidé de porter plainte contre la dame qui s'est chargée de leur voyage, qui a été convoquée et entendue. [...] La dame en question a dit à la police qu'elle n'était qu'une intermédiaire et avait été contactée par une dame qui dirige une agence d'émigration. Les locaux de l'agence de cette dame étaient malheureusement fermés. La dame fait l'objet de nombreuses plaintes de plusieurs familles dont les enfants ont disparu sur le front ukrainien et elle est en fuite.[70] »

Toutefois, face au nombre de désertions – environ 150 soldats jusqu'à présent[71] – pour tenter leur chance sur le front russo-ukrainien, les autorités camerounaises ont été contraintes de réagir et essaient d'enrayer ce phénomène. Le 7 mars 2025, le ministre délégué à la présidence chargé de la Défense a indiqué aux commandements territoriaux que « des informations concordantes et dignes de foi font état de départs clandestins de certains éléments des Forces de sécurité (FDS) dans le conflit russo-ukrainien[72] ». Par conséquent, il leur a ordonné de prendre les dispositions suivantes : « Primo : prendre en urgence toutes dispositions appropriées pour un contrôle resserré des effectifs dans les rangs militaires. Secundo : interdire la sortie du territoire national à tout personnel dépourvu d'une autorisation dûment signée après avis de la chaîne hiérarchique. Tertio : prendre

69. « A Kenyan Man Tricked into War: How Ruben Was Taken to Russia in the Name of Work », *op. cit.*
70. Entretien avec la famille d'une victime, Cameroun, mai 2025.
71. Entretien téléphonique avec un chercheur, septembre 2025.
72. Message radio-porté N° 251673/MRP/MINDEF/01 du 7 mars 2025.

immédiatement des mesures appropriées à l'encontre des déserteurs, conformément à la réglementation en vigueur.[73] » Dans ce cadre, le commandant de la Légion de gendarmerie pour la région du littoral a à son tour ordonné de « suspendre des stages et missions à l'étranger pour le personnel non-officier, suite aux constats de désertions à l'étranger enregistrées à répétition[74] ». Malgré ces mesures, l'armée camerounaise semble avoir du mal à stopper les désertions. En effet, aucune revalorisation salariale n'a été décidée pour le bas de la hiérarchie militaire.

Faute de reconnaissance du problème par les autorités africaines, les mercenaires amateurs africains se retrouvent dans l'impasse. S'ils ont été capturés et sont détenus en Ukraine, ils ne font pas l'objet d'échanges – pratique courante entre Moscou et Kiev – car les autorités russes ne les réclament pas. Ils sont donc emprisonnés tant que leurs gouvernements ne les réclament pas[75]. Plusieurs interviews de prisonniers illustrent leurs difficultés[76]. Nombreux parmi ceux qui combattent dans l'armée russe ont pris conscience qu'ils étaient piégés. L'essentiel des mercenaires camerounais interrogés demanderait à regagner leur pays, même s'ils ne sont pas payés par les autorités russes[77], mais leur rapatriement ne peut avoir lieu qu'après un accord entre la Russie et leur gouvernement.

En définitive, le sort des combattants est ignoré par leurs gouvernements, à quelques exceptions près. Le gouvernement kényan a publiquement admis la présence d'environ 200 de ses citoyens dans les forces russes[78]. En septembre, des discussions ont eu lieu avec les autorités russes au sujet de leur rapatriement, tandis que la police kényane a interpellé des passeurs qui s'apprêtaient à envoyer une vingtaine d'individus en Russie[79]. Cette réaction diplomatique et policière a été largement médiatisée au Kenya afin d'alerter l'opinion publique[80]. En Afrique du Sud, les recrutements russes ont provoqué un scandale politique en novembre 2025. En effet, dix-sept Sud-Africains servant dans l'armée russe ont lancé un appel à l'aide pour être rapatriés. Ils ont été envoyés initialement en Russie par leur parti politique pour suivre une formation de garde du corps. Or ce parti d'opposition, appelé MK, est celui de l'ex-président Jacob Zuma (à la tête du pays de 2008 à 2018) qui est pro-russe. Une de ses filles serait à l'origine de ces départs en Russie et une enquête de la police est en cours[81]. Cette affaire ternit un peu plus l'image du clan Zuma, déjà impliqué dans de nombreux

73. *Ibid.*
74. Message porté N° 00000229-2MRP/GN/243 du 22 avril 2025.
75. Entretien téléphonique avec une activiste des droits de l'homme, Ukraine, juillet 2025.
76. « African POWs on Fighting for Russia in Ukraine », *op. cit.*
77. Entretien téléphonique avec un mercenaire, le 30 mai 2025.
78. « Kenyan Government Confirms Citizens Forced to Fight in Russia after Human Trafficking Scam », KTN News Kenya, 27 octobre 2025.
79. W. Muia, « Police Break Up Ring Trafficking Kenyans to FIght for Russia in Ukraine », *op. cit.*
80. « A Kenyan Man Tricked into War: How Ruben Was Taken to Russia in the Name of Work », *op. cit.* Voir également :« Plus de 1 400 Africains combattent pour la Russie en Ukraine : le Kenya tire la sonnette d'alarme », *Jeune Afrique*, 15 novembre 2025.
81. « Zuma's Daughter Facing Legal Action over Russia Recruitment », Bloomberg, 23 novembre 2025.

procès en Afrique du Sud et qui peut maintenant être mis en cause pour mercenariat, ce qui est interdit par la législation sud-africaine. Après ces révélations, l'ex-président Jacob Zuma a demandé au ministre de la Défense russe de rapatrier ses militants[82]. C'est la première fois qu'un parti politique sert de recruteur pour Moscou en Afrique.

Concernant le programme Alabuga Start, ces recrutements pourraient être assimilés à un trafic d'êtres humains. Par conséquent, des enquêtes sont en cours dans plusieurs pays africains (Kenya, Tanzanie, Botswana, Afrique du Sud, etc.). Au Botswana, Interpol est saisie[83] tandis qu'en Afrique du Sud les autorités enquêtent et ont mis en garde leurs concitoyens contre les offres de travail en Russie[84]. Comme la polémique autour de ce programme de recrutement de jeunes femmes enfle, plusieurs intermédiaires africains des recruteurs d'Alabuga ont été mis en cause. Certains, tels que le député ougandais Edson Rugumayo et l'homme d'affaires camerounais Awana Ateba[85], nient toute implication des travailleuses africaines dans la production de drones, tandis que des influenceurs botswanais et sud-africains[86] prennent leurs distances vis-à-vis du programme. De même, des organisations africaines partenaires d'instituts de formation en Russie ont dû préciser publiquement qu'elles ne travaillaient pas avec le programme Alabuga Start[87].

82. Entretien téléphonique avec un journaliste, Afrique du Sud, novembre 2025.
83. A. Sguazzin et F. Tadesse, « Russia Expands Global Outreach for Program Linked to Drone Production », *op. cit.*
84. Entretien téléphonique avec un journaliste, Afrique du Sud, août 2025. A. Sguazzin, L. Prinsloo et M. Ralengau, « "Russia"s Push to Recruit South African Women Triggers Probe », *op. cit.* ; A. Sguazzin, « South Africa Women's Ministry Warns on Russian Job Offers », Bloomberg, 25 août 2025.
85. L. Sithe, « 60 Ugandan Females Aged between 18 and 22 have been Recruited to Work in Russia, under the Alabuga Start Program. », *op. cit.* ; « Looking for Oceanne », Makanday, 9 septembre 2025.
86. Disponible sur le compte Facebook de Briefly-Botswana News ; K. Ngcobo, « South African Influencer Apologises over Viral Russian Job Videos », BBC, 27 août 2025, disponible sur : www.bbc.com.
87. T. Lesenya, « UAT Addresses Concerns Over Russian Scholarship Program », *Lesotho Tribune*, 20 juillet 2025, disponible sur : https://lesothotribune.co.ls.

Conclusion

Les gouvernements recourent de plus en plus au mercenariat sous toutes ses formes dans les conflits armés contemporains. Les combattants étrangers permettent, dans une certaine mesure, de compenser les difficultés de recrutement en Russie et de réduire les indemnités dues aux familles des soldats morts au combat[88]. Mais cette privatisation de la guerre suscite des problèmes entre États. Après la révélation de l'enrôlement de leurs citoyens sur le front, certains États pauvres d'Asie (Sri Lanka, Népal, etc.) ont demandé aux autorités russes de les renvoyer et de rapatrier les corps des morts. Les gouvernements de ces pays, qui génèrent des flux importants de migrants économiques, mettent désormais en garde leurs citoyens contre la politique de recrutement de la Russie et rappellent les poursuites judiciaires qu'ils peuvent encourir à leur retour[89].

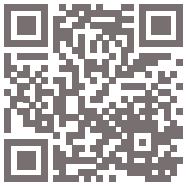
En effet, ces recrutements violent les lois de ces États, aboutissent à de mauvais traitements, voire à la mort, exploitent la détresse économique de populations pauvres, s'appuient sur des réseaux de trafic d'êtres humains et représentent une implication indirecte dans un conflit étranger. La neutralité qu'affichent les États africains vis-à-vis de ce conflit risque d'être contredite par la poursuite des recrutements de la Russie sur leur sol en toute impunité. Jusqu'à présent, le Kenya et l'Afrique du Sud sont les seuls pays africains à avoir réagi officiellement face à la politique de recrutement de la Russie, mais plusieurs gouvernements d'Afrique australe mènent des enquêtes et la médiatisation de cette politique russe ne fait que commencer. D'autres scandales politiques similaires à celui qui a éclaté en Afrique du Sud sont à craindre.

Par ailleurs, cette politique de recrutement démontre le besoin important de main-d'œuvre de la Russie pour son effort de guerre. Tant sur le front que dans ses usines d'armement, le pays manque de personnel. Sa politique de recrutement met aussi en lumière les réseaux dont il dispose en Afrique. Ces réseaux ne se limitent pas aux Africains formés en URSS, à l'instar de Jacob Zuma ; ils comptent aussi des jeunes hommes et femmes travaillant dans le secteur privé, la politique et les organisations de la société civile, qui se tournent vers les nouvelles puissances extérieures pour assouvir leurs ambitions personnelles. De Jacob Zuma à sa fille, le régime russe a su

88. D. Kirichenko, « Putin Seeks more Foreign Fighters amid Mounting Russian Losses in Ukraine », Atlantic Council, 16 octobre 2025, disponible sur : www.atlanticcouncil.org.
89. H. B. Jha, « Plight of Nepalis in Russian army », *The Kathmandu Post*, 1er octobre 2024, disponible sur : https://kathmandupost.com ; K. Francis, « Colombo and Moscow Discuss the Issue of Sri Lankans Fighting alongside Russians in Ukraine », Associated Press, 30 mai 2024, disponible sur : https://apnews.com.

renouveler ses réseaux en Afrique en suivant l'évolution démographique du continent. Pour atteindre ses objectifs, il mise sur une jeunesse africaine mécontente, entreprenante et avide de réussite individuelle, au point de risquer sa vie dans une aventure sans retour.





27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org